



Avis conforme N° 2025-015

Nom du projet : Générateur photovoltaïque pour la ferme Vivre à Mafate
Numéro de dossier : 2025/AD/339
Administration demandant l'avis : DEAL – DP 974 415 25 00268
Pétitionnaire : SIDELEC Réunion
Localisation du projet : Parcelle AM0184, Marla, Saint Paul

Le Directeur de l'établissement public du Parc national de La Réunion,

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 331-4 et R. 331-19 ;
Vu le décret n° 2007-296 du 5 mars 2007, créant le Parc national de La Réunion ;
Vu le décret n° 2014-49 du 21 janvier 2014, approuvant la charte du Parc national de La Réunion fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment son MARCœur 13 et l'annexe 1.3 ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2017 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national de La Réunion ;
Vu l'avis conforme n° 2022-025 émis par le Directeur du Parc national de La Réunion en date du 21 avril 2022 pour le permis de construire de la ferme n° PC 974415 21 A0779 ;
Vu l'avis favorable n° CS/AD/2025/037 émis par le Conseil scientifique du Parc national de La Réunion en date du 1^{er} juin 2025 ;

Considérant la demande d'avis conforme de DEAL Réunion en date du 30 avril 2025 relative au dossier n° 205/AD/339 ;

Considérant que le projet de travaux situé en cœur de parc national, parcelle AM0184, Marla, sur la commune de Saint-Paul, concerne la création d'un générateur photovoltaïque d'une puissance de 7.68 kWc constitué de modules photovoltaïques posés sur la toiture de la ferme comme prévu dans le PC 974415 21 A0779 et d'un local technique où seront installés les batteries et équipements électriques objet de l'actuel avis ;

Considérant que la demande s'intègre dans le projet d'électrification durable du cirque de Mafate, qui n'est pas raccordé au réseau public de distribution d'électricité, dont l'objectif est de permettre aux habitants de subvenir à leurs besoins fondamentaux en électricité grâce à des énergies renouvelables ;

Considérant que les impacts du projet sur la biodiversité et les paysages sont négligeables du fait de sa localisation dans une zone déjà anthropisée ;

Considérant la nécessité d'encadrer les travaux pour garantir leur concours ou leur compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et garantir la conservation du caractère de celui-ci.

DECIDE**Article 1 : Objet**

Le Directeur du parc national émet un avis favorable à la demande de travaux tels que décrits au dossier n° 2025/AD/339 concernant la création d'un générateur photovoltaïque pour la ferme Vivre à Mafate à Marla, sur la commune de Saint-Paul pour le Sidelec Réunion, représenté par Maurice Gironcel Président du Sidelec Réunion, ci-après dénommé le bénéficiaire.

Article 2 : Prescriptions

Le présent avis conforme est assorti des prescriptions suivantes.

2.1 Prescriptions générales

- I. Tout abandon de déchet, même biodégradable (susceptible de favoriser la prolifération des rats, constituant une menace pour les espèces d'oiseaux et de plantes indigènes), est interdit.
- II. L'usage du feu est strictement interdit en dehors des aménagements permanents maçonnés, non mobiles aménagés par le gestionnaire des lieux et des réchauds portatifs autonomes. Les combustibles nécessaires doivent être amenés.
- III. Aucune atteinte ne doit être portée à la faune, ainsi qu'à la flore indigène.
- IV. Sans préjudice des prescriptions particulières prévues par le présent avis, le maître d'ouvrage des travaux doit respecter les règles particulières applicables aux travaux, constructions et installations en cœur de parc, définies à l'annexe 1.3 de la Charte du Parc national de La Réunion telle qu'approuvée par le décret n°2014-49 du 21 janvier 2014.

2.2 Prescriptions relatives à l'information du Parc national

- I. Au minimum 15 jours avant le démarrage des travaux, le bénéficiaire doit informer les services du Parc national (gestion-o@reunion-parcnational.fr et autorisations@reunion-parcnational.fr) du calendrier d'intervention.
- II. Le plan de récolement devra être transmis au Parc national à l'achèvement des travaux (gestion-o@reunion-parcnational.fr et autorisations@reunion-parcnational.fr).
- III. Le bénéficiaire doit informer les services du Parc national de tout incident ou accident survenu dans la cadre des travaux concernés par le présent avis.

2.3 Prescriptions relatives à la réalisation des travaux

- I. Les travaux de nuit sont interdits.
- II. Les équipements doivent être réversibles.
- III. L'usage du béton doit être limité au strict nécessaire pour la réalisation du plancher et des fondations.
- IV. Les lasures utilisées pour le traitement du bois doivent être conformes à la norme NF EN 71-3.
- V. Conformément à l'article L. 331-5 du code de l'environnement, les réseaux électriques raccordant les bâtiments d'habitations au générateur doivent être enfouis.
- VI. Toutes les dispositions doivent être prises pour prévenir toute pollution résultant du chantier.

A cet effet, le stockage des matériels, déchets et matériaux doivent se faire sur des bâches de protection étanches et dans des zones non soumises aux ruissellements

afin d'éviter tout écoulement ou dispersion dans le milieu naturel.

Les déchets doivent être conditionnés dans des conteneurs étanches et évacués dès la fin du chantier.

- VII. Le transport de matériaux et d'équipements par hélicoptère est autorisé. Le bénéficiaire des travaux doit prendre toutes les précautions pour garantir le transport des matériaux et équipements sans risque de pollution ni de contamination. Il garde une trace des quantités et types de matériaux et équipements transportés. Ce registre pourra faire l'objet de contrôle du Parc national.
- VIII. Le transport des déchets issus des travaux par hélicoptère est autorisé. Les déchets doivent être conditionnés dans des contenants conformes aux normes en vigueur lors de leur transport.
- IX. Le site sera rendu à l'état initial, y compris les places de stockages des matériaux. Le cas échéant, les travaux nécessaires et leur coût doivent être prévus avant le commencement des travaux.

Article 3 : Règles de caducité

Le présent avis conforme sera automatiquement caduc si les travaux ne sont pas entrepris dans un délai de 3 ans à compter de la notification de la décision municipale de non-opposition. Il en sera de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus dans un délai supérieur à une année.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre du présent avis peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du Code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national de La Réunion.

En outre, le maître d'ouvrage des travaux ou toutes personnes intervenant pour son compte dans le cadre des travaux objets du présent avis, ainsi que les personnes chargées de l'entretien de l'équipement une fois réalisé, doivent être informés des modalités particulières de travaux en cœur de parc national précisées dans l'annexe 1.3 de la Charte du Parc national et des prescriptions particulières détaillées dans l'article 2 du présent avis. En cas de contrôle par les agents du Parc national, le responsable des travaux doit être en mesure de présenter un exemplaire du présent avis et de l'annexe 1.3 de la Charte du Parc national de La Réunion.

Article 5 : Autres obligations

Cet avis conforme n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur sur le territoire du cœur du parc national (notamment auprès de l'Office National des Forêts concernant la réglementation foncière).

Il ne se substitue pas aux obligations du maître d'ouvrage des travaux vis-à-vis des autres réglementations (environnementales ou non) en vigueur applicables au projet intéressé.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect du présent avis ou d'une disposition prévue par la réglementation générale du Parc national, expose le maître d'ouvrage des travaux à des sanctions administratives et/ou pénales.

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent avis peut être contesté par recours administratif auprès du Parc national, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le présent avis peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux articles R.421-1 et R.421-5 du Code de justice administrative.

Article 8 : Annexes

Est annexée au présent avis :

- l'annexe 1.3 de la Charte du Parc national de La Réunion,

Article 9 : Publication

Le présent avis est notifié à la Commune de La Possession et publié pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national de La Réunion (<http://www.reunion-parcnational.fr/fr/raa>).

À La Plaine-des-Palmistes, le **03 JUIN 2025**

Le Directeur



Jean-Philippe Delorme

Copies :

- ONF Service juridique et unité territoriale Mafate
- Parc national : Secteur Ouest
- DEAL SACoD



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Pitons, cirques et
remparts de l'île de la Réunion
inscrits sur la Liste du patrimoine
mondial en 2010

Parc National de La Réunion

258 rue de la République • 97431 La Plaine-des-Palmistes

Tél. +262 (0) 262 90 11 35 • Fax : +262 (0) 262 90 11 39

www.reunion-parcnational.fr • contact@reunion-parcnational.fr